

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative Boulevard Georges Sand
36000 CHATEAUROUX

CHATEAUROUX, le 15/04/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2024

Contexte et constats

publié sur  **RISQUES**

LOULERGUE Bernard

Les Touches

36230 Neuvy-Saint-Sépulchre

Références : VAT 2024 0147

Code AIOT : 0010002814

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement LOULERGUE Bernard implanté Les Touches 36230 Neuvy-Saint-Sépulchre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOULERGUE Bernard
- Les Touches 36230 Neuvy-Saint-Sépulchre
- Code AIOT : 0010002814 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

L'autorisation d'exploiter de la carrière porte sur les terrains représentant une superficie totale de 6 ha 97 a 97 ca, situés de part et d'autre de la RD 990 aux lieux-dits "Les Touches" et "La Couture" sur le territoire de la commune de Neuvy-Saint-Sépulchre.

Le site est soumis à autorisation sous la rubrique 2510-1 : exploitation de carrière.

L'extraction est réalisée à sec par un engin de travaux publics (pelle hydraulique). Le matériau extrait est de l'argile destinée principalement à l'approvisionnement de la briqueterie (briques creuses, carreaux de

sol ou destiné à un usage environnemental pour son étanchéité) se situe à quelques mètres de la carrière. Il n'y avait pas d'activité sur le site le jour de la visite.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- principalement les suites de l'inspection du 27/04/2022,
- garanties financières,
- l'exploitation de l'installation.

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Extraction	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-4-D		Mise en demeure, respect de prescription	2 Mois
3	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-7-B-a		Mise en demeure, respect de prescription	2 Mois
4	Renouvellement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article II.1.D	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-6		
5	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III.5.A.a	/	
6	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-7-C-b	/	
7	Déclaration des incidents et accidents	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article II-3	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-4-D
Thème(s) : Risques chroniques Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 27/04/2022• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation fera l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation. Les extractions sont menées sur les parcelles cadastrées AS n° 28, 32, 36 à 38, 43 et 44.</p> <p>La profondeur maximale d'extraction sera de 7,5 m par rapport au terrain naturel.</p>
Constats : <p>Aucune exploitation n'a eu lieu sur les parcelles AS 38, AS 28 et AS 43. Par ailleurs, l'absence d'exploitation de certaines phases va modifier forcément la remise en état initialement prévue. Actuellement seule une toute petite partie de la parcelle AS 44 est en cours d'exploitation.</p> <p>Le plan phasage devra donc être actualisé ainsi que les valeurs S1, S2 et S3 avec le plan de remise en état du site.</p> <p>Il est rappelé que l'exploitant est limité à un tonnage annuel de 3 000 t/an. Donc il ne pourra pas rattraper son retard en sachant que 3 phases n'ont pas fait l'objet d'exploitation sur différentes parcelles.</p> <p>L'exploitant précise que son exploitation est en phase 3. Conformément à l'autorisation en vigueur l'exploitation est en phase 4 pour la période 2022 – 2027. L'exploitant n'a pas sollicité de demande de modification de phasage depuis son autorisation de 2007.</p> <p>D'après les plans établis à la main par l'exploitant, la profondeur extraite est d'environ 5 mètres mais aucun plan d'un géomètre n'a été établi malgré la demande de l'inspection à la dernière visite.</p> <p>Lors de l'inspection de 2022, il avait été demandé à l'exploitant d'adresser au préfet une demande de modification du phasage de la carrière. Aucun élément a été transmis à la préfecture.</p>

[PdC n°1] : L'exploitant n'a pas apporté à la connaissance du préfet, les modifications apportées à ses installations avec tous éléments d'appréciation nécessaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat **[PdC n°1]** formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponses à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 Mois

N° 2 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-6	
Thème(s) : Risques chroniques Clôture	
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 27/04/2022• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :	
Prescription contrôlée : <p>CLÔTURE : En dehors des périodes d'activité, l'accès à la carrière et à toute zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent, tel que prévu par l'article IL. 1.A du présent arrêté.</p> <p>INFORMATION : Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.</p>	
Constats : <p>À l'entrée sur le site, il a été constaté la présence d'une chaîne et de pancartes indiquant le danger. Il a également été constaté la présence du panneau d'information indiquant la présence d'une carrière avec le nom de l'exploitant, le numéro de l'arrêté, le nom de la mairie où les documents sont consultables.</p> <p>Suite à la dernière inspection, l'exploitant a mis en place des panneaux signalant les dangers sur les chemins aux abords de la carrière.</p> <p>[PdC n° 2] : pas d'écart constaté</p>	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>/</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-7-B-a

Thème(s) : Risques chroniques Suivi d'exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 27/04/2022
- Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le positionnement des fronts.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) seront consignées dans une annexe à ce plan.

Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation sera annexé au plan susnommé.

Ce plan et ses annexes seront transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan pourra être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Constats :

Suite à la dernière inspection, l'exploitant n'a pas fait réaliser par un géomètre un plan d'exploitation avec l'ensemble des éléments demandés conformément à son autorisation actuelle.

Par ailleurs, sur les parcelles concernées, les bornes aux extrémités sont visibles, 5 bornes ont été contrôlées. Il n'existe pas de délimitation sur les parties qui peuvent être en extraction. Celles-ci se situent en au milieu des parcelles ou sur les côtés des parcelles autorisées. L'exploitant indique que les

parcelles lui appartiennent. Lors de l'inspection de la parcelle AS 44, il est difficile de pouvoir contrôler que l'exploitation correspond au dossier au vu de la végétation en limite du site.

[PdC n°3] : L'exploitant ne dispose pas d'un plan de géomètre qui fait apparaître :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le positionnement des fronts.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) seront consignées dans une annexe à ce plan.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat **[PdC n°3]** formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponses à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Respect de la prescription :





Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription


Proposition de délais : 2 Mois

N° 4 : Renouvellement des garanties financières


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article II.1.D		
Thème(s) : Risques chroniques Renouvellement des garanties financières		
Prescription contrôlée : Les garanties financières résultent de l'engagement écrit d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance. L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance ou en cas d'évolution de l'indice TPO1 justifiant de leur actualisation. Une copie de ce document sera également transmise à l'inspection des installations classées.		
Constats : L'exploitation conformément à l'arrêté d'autorisation en vigueur est en phase 4. L'exploitant a présenté l'acte de cautionnement est valable jusqu'au 28 avril 2024 et sa demande d'actualisation pour la phase 3 d'un montant de 12365€ auprès de la caisse des dépôts. Les garanties financières de la phase 4 s'élèvent à 14 428,35 €, les coefficients sont pour C1 : 15 550 €/ha, C2 : 34 070 €/ha et C3 : 17 775 €/ha conformément à l'arrêté ministériel du 09/02/2004 révisé en 2009. Puis l'indice TP01 sur le site de l'INSEE disponible est de 129,60 (indice du 1er décembre 2023). L'exploitant pourra retrouver les formules de calculs détaillées dans l'arrêté ministériel du 09/02/2004 révisé en 2009. L'ancien acte de cautionnement est valable jusqu'au 28 avril 2024. [PdC n°4] : L'exploitant ne dispose pas de garanties financières suffisantes et ne dispose pas d'un engagement écrit de son établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance pour la période sur la somme totale.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°4] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponses à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription		
Proposition de délais : 2 Mois		

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III.5.A.a	
Thème(s) : Risques chroniques Pollution des eaux	
Prescription contrôlée : Aire de ravitaillement : Le ravitaillement et l'entretien de la pelle hydraulique sont réalisés sur un dispositif étanche équipé d'un volume de rétention permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets. Rejet en nappe souterraine : Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduelles dans une nappe souterraine est interdit.	
Constats : Le jour de l'inspection, aucun engin n'était présent sur le site de l'autorisation. D'après l'exploitant, aucun ravitaillement et aucun entretien ne sont effectués sur le site d'exploitation. L'exploitant précise qu'il effectue l'entretien et les réparations de l'engin hors du site. Aucune infrastructure n'est en présente sur ce site. L'inspection rappelle que si l'engin devait être stocké sur le site, il devrait être sur une zone de rétention prévue à cet effet. [PdC n°5] : pas d'écart constaté	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 6 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-7-C-b	
Thème(s) : Risques chroniques Remblais	
Prescription contrôlée : Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Aucun apport de matériau extérieur n'est autorisé sur le site. Les matériaux utilisés pour le remblayage ne doivent pas être susceptibles de relarguer une pollution par lixiviation. Sont prohibés notamment les végétaux, les déchets ménagers ou industriels, les papiers, les cartons, les plâtres, les déchets fermentescibles ou putrescibles.	
Constats : Lors de l'inspection de la parcelle AS 44, il n'a pas été constaté la présence d'apport de matériau extérieur. L'exploitant précise que le remblaiement s'effectue en même temps que l'avancement de l'extraction. [PdC n° 6] : pas d'écart constaté	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 7 : Déclaration des incidents et accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article II-3	
Thème(s) : Risques chroniques Déclaration des incidents et accidents	
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les incidents ou accidents survenus du fait de l'exploitation de la carrière qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Titre 1 ^{er} , Livre V du code de l'environnement. En cas d'incident ou d'accident, l'exploitant précisera les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement. L'exploitant détermine les mesures envisagées pour éviter le renouvellement de l'accident ou de l'incident compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.	
Constats : Depuis la dernière inspection, l'exploitant n'a déclaré aucun incident et aucun accident sur ce site. L'exploitant travaille seul sur le site et l'exploitant a déclaré en extraction 320 tonnes en 2023, donc bien en-dessous de l'autorisation des 3 000 t/an. [PdC n° 7] : pas d'écart constaté	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	